



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA
A FIN AVRIL 2019**

Juillet 2019



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

A FIN AVRIL 2019

Juillet 2019

SOMMAIRE

	Pages
PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	6
1.1 Activité économique dans le monde	6
1.2. Actions des banques centrales	6
1.3. Marchés des matières premières	7
1.4. Marchés financiers mondiaux	9
II. ACTIVITES ECONOMIQUES DANS L'UEMOA	11
2.1. - Production de biens et services	11
2.2 - Inflation	15
III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE	16
3.1 Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire	16
3.2. Taux d'intérêt débiteurs	17
3.3. Liquidité bancaire	18
3.4 Situation monétaire	20
IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA	22
4.1 Marché boursier de l'UEMOA	22
4.2 Marché des titres de la dette publique	23
V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA	25
5.1. Environnement international	25
5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA	28
5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union	30
5.4. Perspectives d'inflation	30
ANNEXES STATISTIQUES	32

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

1- Evolution récente

Aux Etats-Unis, l'activité économique a ralenti, tout en demeurant vigoureuse, dans un contexte d'accentuation de tensions commerciales avec la Chine. Au niveau de la zone euro, l'activité du secteur manufacturier demeure faible, en raison du fort recul du volume des nouvelles commandes. Au niveau des pays émergents, l'activité économique est en net ralentissement, notamment en Chine, en Inde et au Brésil.

La plupart des banques centrales des pays avancés, émergents et des sous-régions ouest africaine et centrale ont maintenu inchangée l'orientation de leur politique monétaire.

Les prix des produits agricoles exportés ont augmenté, tandis que ceux importés par les pays de l'UEMOA se sont orientés à la baisse. La hausse des cours des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA est tirée par le pétrole, le cacao, le caoutchouc et le coton. Elle est atténuée par la baisse des prix de la noix de cajou, du café et de l'huile de palmiste.

Le dynamisme de la croissance de l'économie américaine et le niveau élevé de l'activité chinoise ont profité aux marchés financiers et de change. Toutefois, les perspectives économiques défavorables en zone euro, notamment en Allemagne, ont affecté le marché des changes. A cet effet, l'euro a reculé par rapport au dollar des Etats-Unis et au yen japonais. La monnaie européenne s'est, en revanche, appréciée face à la livre sterling et au franc suisse. Au niveau du marché de l'Afrique de l'Ouest, sur la base des données officielles compilées par l'AMAO, le franc CFA s'est affaibli face aux principales monnaies des pays. Les baisses les plus importantes ont été enregistrées par rapport au naira, au cedi ghanéen et au franc guinéen.

Au niveau de l'UEMOA, les indicateurs récents de conjoncture indiquent un redressement de l'activité économique, notamment dans les secteurs industriel, du commerce et des services. Par rapport à la même période de 2018, l'activité économique a progressé, en liaison avec l'augmentation de la cadence des activités extractives, manufacturières, de production d'énergie et de commerce de détail, notamment des produits pétroliers et alimentaires.

L'indice harmonisé des prix à la consommation a baissé, en glissement annuel, de 0,4% à fin avril 2019, après une réalisation de +0,1% le mois précédent. La baisse du niveau général des prix est imprimée par la composante « Alimentation », dont la contribution à l'inflation totale est ressortie à -0,5 point de pourcentage (pp) à fin avril 2019 contre -0,1 pp un mois plus tôt. Cette évolution est en ligne avec le recul des prix des produits alimentaires, notamment les céréales locales, du fait d'un meilleur approvisionnement des marchés et l'abondance des récoltes. Il a été noté un repli sensible des prix des céréales locales au Burkina, au Mali et au Niger. Les prix des légumes se sont également inscrits en baisse au Bénin.

Au cours du mois d'avril 2019, les taux d'intérêt sur le marché monétaire se sont détendus. Sur les guichets de la BCEAO, le taux d'intérêt moyen pondéré des opérations d'appels d'offres à une semaine et le taux d'intérêt marginal sont en baisse de 93,3 points de base (pdb) et 154,4 pdb, pour s'établir respectivement à 3,56% et 2,95%. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur l'ensemble des maturités du marché interbancaire est ressorti à 4,61%, en baisse de 52,3 points de base.

L'analyse des conditions de banque à fin avril 2019 indique une hausse de 7,0 points de base du taux débiteur moyen, hors taxes et charges, qui est ressorti à 6,58% après 6,61% en mars 2019. Suivant la nature du débiteur, les taux d'intérêt ont augmenté au niveau des concours accordés à la clientèle financière, aux sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) et aux entreprises privées du secteur productif. Sur l'objet, l'accroissement du coût de crédit a touché les achats d'équipement, de consommation et d'habitation.

Au cours du mois d'avril 2019, la liquidité propre des banques s'est améliorée de 166,2 milliards, en lien avec les entrées de ressources en provenance de l'extérieur (+224,1 milliards) et le solde positif des opérations des banques avec les Etats (+1,2 milliard).

La situation monétaire de l'Union à fin avril 2019 est marquée par une progression, en glissement annuel, de la masse monétaire (+7,7%), portée par l'accroissement des créances des institutions de dépôts sur l'économie, les Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôts de l'Union ayant baissé. En effet, les créances intérieures ont progressé de 3.177,1 milliards ou 12,0%, en rythme annuel, pour s'établir à 29.553,4 milliards, en liaison avec la hausse des créances sur l'économie et de celles sur les administrations publiques centrales (APUC). Quant aux AEN, ils se sont repliés de 580,9 milliards, en liaison avec la dégradation des AEN de la BCEAO (-550,5 milliards). Malgré cette baisse, le taux de couverture de l'émission monétaire ressort en hausse à 77,3% après 76,6% en mars 2019, assurant 4,9 mois d'importations des biens et services de l'Union.

2- Perspectives

L'activité économique reprendrait de la vigueur, mais à un rythme modéré. Les risques baissiers liés au commerce mondial, aux tensions commerciales, au durcissement des conditions financières, aux incertitudes politiques et à un Brexit sans accord, seraient compensés par l'essor de la demande intérieure et le niveau élevé des commandes en provenance des pays partenaires, qui ont connu une croissance sans précédent sur les trois premiers mois de 2019.

Sur le deuxième trimestre 2019, l'activité économique enregistrerait une bonne dynamique, avec une accélération de la cadence, dans les économies de l'UEMOA. L'ensemble des secteurs d'activité renforcerait leurs performances à un rythme plus élevé que celui du dernier trimestre et de la même période de l'année 2018. Les économies de l'Union continueront de bénéficier du renforcement de la demande, notamment intérieure. Cette tendance pourrait être atténuée par le resserrement des conditions de financement au niveau mondial, la dégradation du climat sécuritaire et politique ainsi que les effets des tensions commerciales. Sur les marchés des matières premières, les prix des produits agricoles exportés et importés par les pays de l'Union enregistreraient des évolutions contrastées.

Les estimations effectuées par la BCEAO à partir des résultats des enquêtes de conjoncture à fin avril 2019 et les dernières informations disponibles font ressortir une accélération de la croissance, à très court terme, des économies de l'Union, avec un taux de progression de

l'activité économique de 6,6% au deuxième trimestre 2019, après une réalisation de 6,3% le trimestre précédent. Le regain de l'activité au deuxième trimestre 2019 est attribuable notamment à la bonne tenue de la production industrielle, des activités commerciales et de services. Le ralentissement des activités des bâtiments et travaux publics a exercé un effet modérateur. Tous les indicateurs conjoncturels récents dénotent une accélération de l'activité économique dans les pays de l'UEMOA, tirant profit de la hausse de la demande mondiale suite à la bonne tenue des économies des pays partenaires commerciaux sur les trois premiers mois de l'année 2019.

La masse monétaire de l'Union se situerait 28.121,1 milliards à fin mai 2019 contre 26.121,8 milliards un an plus tôt. La hausse de 1.999,2 milliards (ou +7,7%), qui en résulterait, serait imputable à la progression de 3.045,0 milliards (ou +11,4%) des créances intérieures attendues à 29.870,6 milliards. Les AEN se contracteraient de 403,5 milliards ou 6,4%, en lien notamment avec la moindre mobilisation de ressources extérieures sous forme d'euro-obligations en comparaison à 2018.

Les prévisions d'inflation font ressortir une baisse des prix de 0,3% en mai 2019, en glissement annuel, après -0,4% en avril 2019. La poursuite du profil descendant du niveau général des prix est imputable à la baisse des prix des produits alimentaires dans la plupart des pays de l'Union, notamment les céréales locales, dont les prix ont été influencés par un meilleur approvisionnement des marchés, suite à l'abondance des récoltes. Des replis sensibles des prix des céréales locales ont été notés au Burkina (-29%), au Mali (-26%) et au Niger (-9%). Les prix des tubercules et plantains se sont également inscrits en baisse au Togo. La baisse de l'inflation s'explique aussi par le recul des tarifs de communication, notamment au Burkina et au Niger. Sur la base des réalisations des quatre premiers mois de 2019 et des prévisions sur le reste de l'année, le taux d'inflation, en moyenne annuelle, se situerait à 0,5% en 2019 contre une réalisation de 1,1% en 2018.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 Activité économique dans le monde

Aux Etats-Unis, l'activité économique a ralenti, tout en demeurant vigoureuse, dans un contexte d'accentuation de tensions commerciales avec la Chine. La production industrielle américaine a reculé de 0,5% en avril 2019, après un repli de 0,2% en mars 2019. Au niveau de la zone euro, l'activité du secteur manufacturier demeure faible, en raison du fort recul du volume des nouvelles commandes, du fait des tensions commerciales, du ralentissement de la croissance mondiale et des incertitudes liées au Brexit.

Au niveau des pays émergents, l'activité économique est en net ralentissement. En Chine, la production industrielle et les ventes de détail ont connu un fort essoufflement en avril 2019, par rapport à la même période de l'année précédente. En effet, la hausse de la production industrielle est limitée (+5,4% en avril 2019 contre +8,5% le mois dernier). Le rythme d'accroissement des ventes de détail a aussi connu un ralentissement (+7,2%, contre 8,7%). En Inde, l'activité économique a été affaiblie par la morosité des dépenses de consommation et publiques. Au Brésil, les derniers indicateurs conjoncturels montrent la poursuite de la tendance baissière de l'activité.

1.2. Actions des banques centrales¹

La plupart des banques centrales des pays avancés, émergents et des sous-régions ouest africaine et centrale ont maintenu inchangée l'orientation de leur politique monétaire.

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale a laissé sa politique monétaire inchangée, lors de ses réunions du 30 avril et du 1^{er} mai 2019. Comme prévu, elle n'envisage pas modifier sa politique monétaire dans un avenir proche. L'Institution a évoqué la poursuite de la croissance économique et la solidité du marché du travail. La FED a ainsi maintenu dans la fourchette de 2,25% à 2,50%, l'objectif de son taux d'intervention (taux des fed funds) et ramené de 2,40% à 2,35% le taux servi sur les réserves bancaires excédentaires, afin que le taux des fed funds reste dans l'objectif de marge qu'elle a fixé. Le Président de l'Institution, Monsieur Jérôme POWELL, estime, pour sa part, que la politique monétaire est adaptée à la situation du moment. A cet effet, il n'y a pas de motif de la faire évoluer dans un sens ou dans l'autre.

En zone euro, la BCE a maintenu, le mercredi 9 avril 2019, sa politique monétaire accommodante pour donner le temps à ses dernières mesures de stimulation monétaire de produire leurs effets sur la conjoncture, dans un contexte marqué par la faiblesse de la demande mondiale et des tensions politiques. Ainsi, les taux directeurs sont maintenus inchangés et y demeureront bas, jusqu'à la fin de l'année 2019. En outre, concernant les taux de dépôt négatifs, l'Institution étudie des mesures permettant de moduler l'impact sur les banques ainsi que les conditions d'octroi des refinancements à long terme. Le taux d'inflation demeure faible, en deçà de la cible de 2%. Toutefois, les Autorités soulignent que l'Institution modifiera l'orientation de sa politique en fonction de l'évolution de l'économie. En effet, la BCE se garde une marge de manœuvre face aux incertitudes liées aux tensions commerciales avec les Etats-Unis ainsi qu'au repli de l'activité dans les principales économies de la zone, notamment l'Allemagne et l'Italie.

¹ Cette section passe en revue les dernières actions des banques centrales et perspectives.

La Banque du Japon (BoJ) a laissé, à l'issue de son comité de politique monétaire du 25 avril 2019, sa politique monétaire inchangée. Elle maintiendrait ses taux d'intérêt extrêmement bas au moins jusqu'au printemps 2020, donnant pour la première fois des précisions sur la période pendant laquelle elle s'abstiendra de tout resserrement. La Banque Centrale expliciterait les indications sur l'évolution future de sa politique, sa « forward guidance » pour montrer sa détermination à maintenir une politique ultra-accommodante et à atteindre son objectif prioritaire, à savoir un taux d'inflation de 2%. L'Institution n'avait auparavant donné aucune précision sur la durée pendant laquelle elle prévoit de maintenir ses taux ultra-bas, se contentant d'évoquer une période prolongée.

Au niveau des pays émergents, la Banque Centrale russe a maintenu, le vendredi 26 avril 2019, son taux directeur, affirmant que l'inflation avait commencé à ralentir, après une hausse en début d'année, en raison d'une augmentation de la TVA.

1.3 – Marchés des matières premières

Les prix des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA ont, dans l'ensemble, augmenté, tandis que ceux des produits alimentaires importés ont baissé.

La hausse des cours des matières premières exportées est tirée par celle des prix du pétrole (+9,3%), du cacao (+6,0%), du caoutchouc (+2,9%) et du coton (+2,5%), atténuée par la baisse de ceux de la noix de cajou (-20,3%), du café (-5,1%) et de l'huile de palmiste (-2,8%).

Les prix du pétrole ont réagi à la baisse de l'offre. En effet, les pays de l'OPEP et leurs alliés notamment, la Russie, ont décidé de réduire leur production pétrolière, afin de soutenir les cours. En outre, les sanctions américaines sur la production de l'Iran et du Venezuela ont favorisé la diminution de l'offre mondiale sur le marché qui tend à s'équilibrer. A ces facteurs s'ajoute, l'arrêt d'une partie des exportations de brut russe vers l'Europe, suite à l'annonce du durcissement des sanctions américaines contre l'Iran.

Les prix du cacao sont en hausse pour leur quatrième mois consécutif depuis le début de l'année 2019. Cette dynamique est soutenue par la forte demande mondiale, dans un contexte de limitation de l'offre. En effet, en raison de la hausse de la consommation de chocolat sur les marchés asiatiques, certaines entreprises d'envergure mondiale ont augmenté leurs capacités de broyage de fèves de cacao. Du côté de l'offre, la lenteur dans le démarrage de la saison des pluies, dont la pluviométrie est inférieure à la moyenne dans les zones de production en Côte d'Ivoire, laisse penser que la récolte intermédiaire, qui court d'avril à septembre, serait en baisse. Au Ghana, en raison du virus du « swollen shoot » qui a impacté la récolte, la production ne serait que de 800.000 tonnes pour l'ensemble de la campagne en cours, en baisse de 100.000 tonnes par rapport à l'estimation initiale.

Les cours du caoutchouc ont bénéficié de l'amélioration des perspectives économiques en Chine et de la hausse des cours du pétrole.

Les anticipations d'une issue favorable concernant les négociations commerciales entre les Etats-Unis et la Chine ont tiré à la hausse les cours du coton. A cela, s'ajoute la fermeté du dollar face à un panier de monnaies qui a pénalisé la production de coton nord-américain face à la fibre d'autres origines.

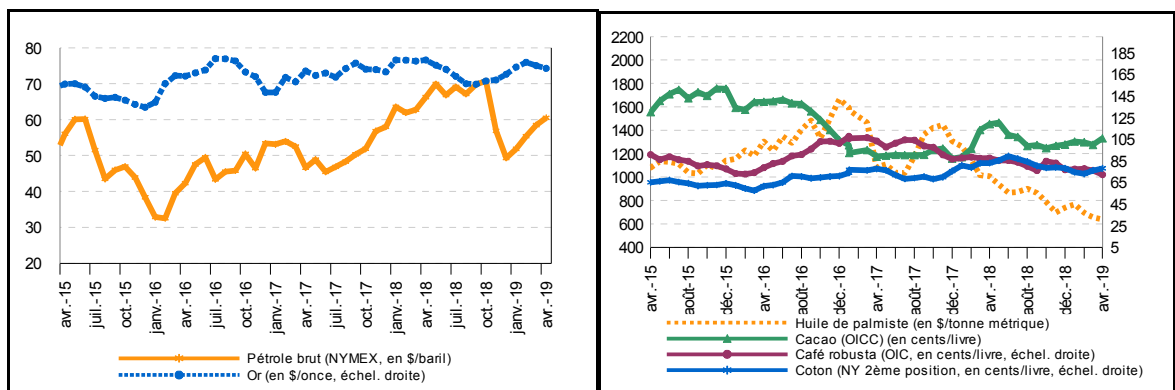
En revanche, les cours de la noix de cajou ont pâti de l'abondance de l'offre, conjuguée à la faiblesse de la demande. Quant au café, les récoltes record au Brésil, premier producteur mondial, et en Asie, ont pesé sur les cours de ce produit. Ainsi, l'Organisation

internationale du café (ICO) a révisé à la hausse ses estimations sur les excédents mondiaux de café pour les campagnes 2017/2018 et 2018/2019.

Les cours de l'huile de palmiste ont été affectés par la faiblesse de la demande. Les fondamentaux de l'huile de palmiste ont pesé sur les cours de ces produits. En effet, la production en Malaisie, premier producteur mondial, reste à un niveau record depuis le mois de janvier 2019. Elle aurait encore augmenté de 8,3% en mars 2019 par rapport à février 2019, à 1,67 million de tonnes. La persistance des inquiétudes sur le niveau élevé des stocks mondiaux a accentué la baisse.

Concernant l'or, la bonne tenue des marchés boursiers, aidé notamment par l'atténuation du climat d'aversion pour le risque, a pesé sur ses cours, du fait que l'or que constitue une valeur « refuge ».

Graphique 1 : Evolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (en devises)

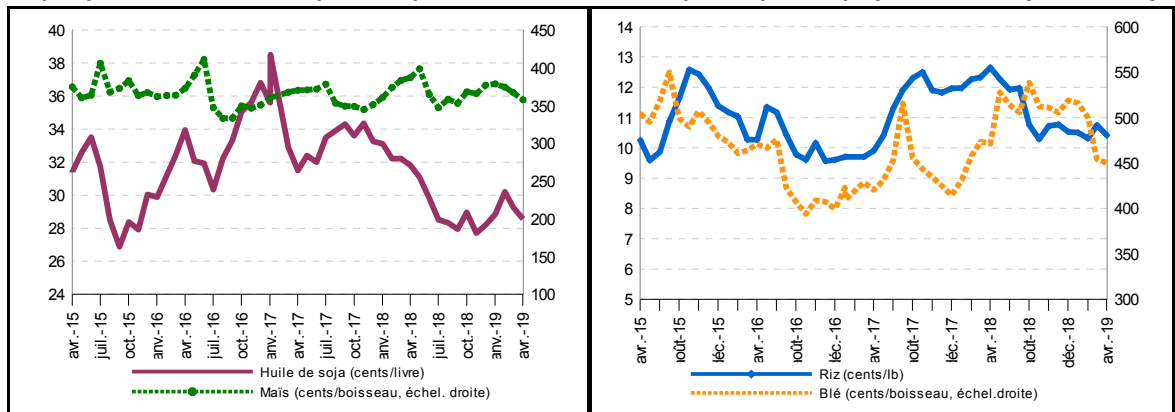


Sources : Reuters, calculs BCEAO

Les prix des principaux produits importés ont évolué à la baisse

Les prix du blé (-3,1%) ont été affectés par les prévisions à la hausse de la production, combinée à une faible demande et une qualité moins élevée des cultures américaines d'hiver. Les prix du maïs (-2,6%) et de l'huile de soja (-2,4%) se sont, quant à eux, ressentis de la persistance des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis.

Graphique 2 : Evolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (en devises)



Sources : Reuters, calculs BCEAO.

1.4 - Marchés financiers mondiaux

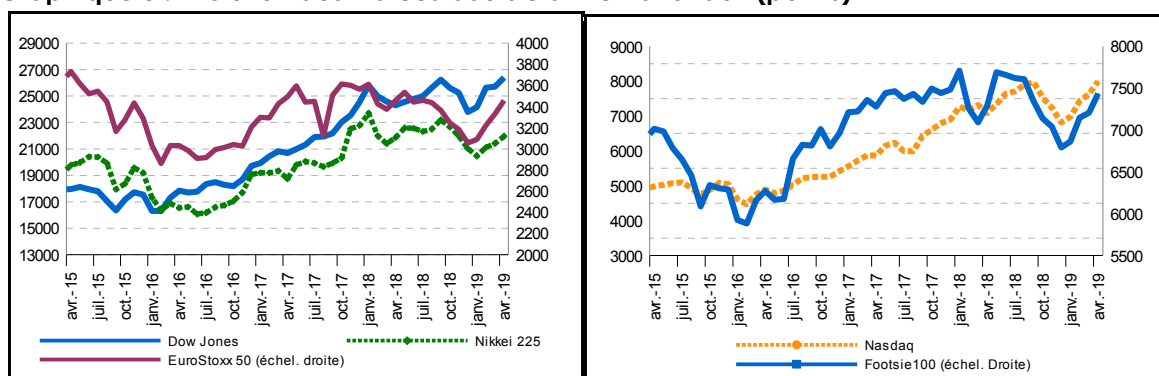
Le dynamisme de la croissance de l'économie américaine et le niveau élevé de l'activité chinoise ont profité aux marchés financiers et de change. Toutefois, les perspectives économiques défavorables en zone euro, notamment en Allemagne, ont exercé un effet modérateur.

1.4.1. Les places boursières

Les indicateurs des principaux marchés boursiers ont évolué à la hausse, en relation avec le dynamisme de la croissance de l'économie américaine au premier trimestre 2019 et l'amélioration des perspectives économiques de la Chine.

Les indices Euro Stoxx 50 de la zone euro, Dow Jones de la bourse de New York et Nikkei 225 de la bourse du Japon ont enregistré des hausses respectives de 3,8%, 2,6% et 2,6%.

Graphique 3 : Evolution des indices boursiers internationaux (points)



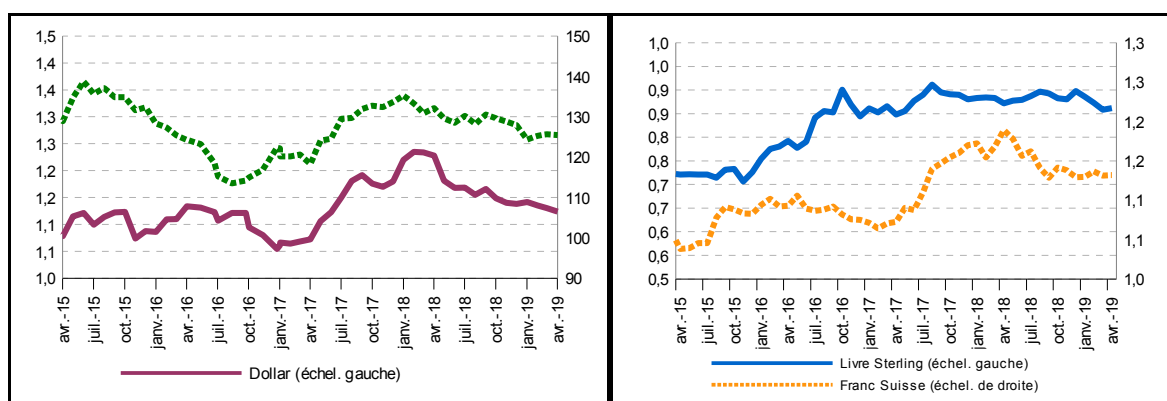
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.3. Les taux de change

L'euro a reculé par rapport au dollar des Etats-Unis (-0,6%) et au yen japonais (-0,2%). La monnaie européenne s'est, en revanche, appréciée face à la livre sterling (+0,4%) et au franc suisse (+0,1%).

Le dollar est soutenu par la solidité de l'économie des Etats-Unis, en dépit du léger ralentissement noté au cours du mois sous revue, ainsi que par le regain de dynamisme des marchés financiers. Le taux de change de l'euro est, pour sa part, demeuré sous la pression de l'économie allemande, tandis que la livre sterling continue de se ressentir des incertitudes autour du Brexit.

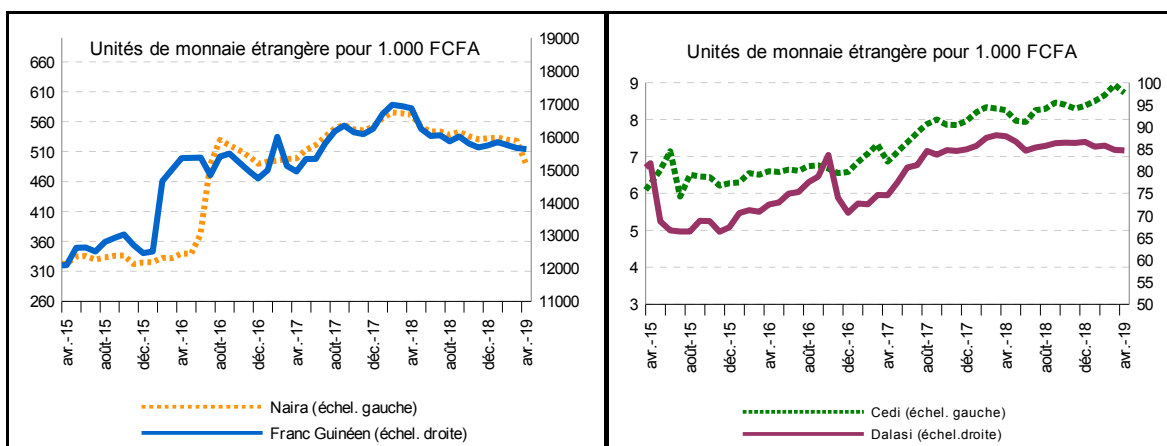
Graphique 4 : Evolution du taux de change de l'euro face aux principales devises



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Au niveau du marché de l'Afrique de l'Ouest, sur la base des données officielles compilées par l'AMAO, le franc CFA s'est affaibli face aux principales monnaies des pays, à l'exception du dollar libérien (+5,4%). Les baisses les plus importantes ont été enregistrées par rapport au naira (-7,7%), au cedi ghanéen (-2,5%) et au franc guinéen (-0,3%).

Graphique 5 : Evolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest



Sources : Reuters, calculs BCEAO, AMAO

II. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS L'UEMOA

2.1. Production de biens et services

Les indicateurs récents de conjoncture indiquent une évolution haussière de l'activité économique au titre du mois d'avril 2019. L'ensemble des secteurs d'activité (production industrielle, activités commerciales, prestations des services marchands, etc.) se sont renforcés, à l'exception des bâtiments et travaux publics qui sont en perte de vitesse.

2.1.1 - Production industrielle

L'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a rompu avec sa tendance baissière, en augmentant de 1,8% en avril 2019, après un recul de 12,8% en mars et 1,4% en février. L'évolution de l'activité industrielle tient à la hausse notée au niveau de l'ensemble des compartiments (production manufacturière, production d'énergie et activités extractives).

Le regain de dynamisme des activités manufacturières est attribuable essentiellement à la hausse de la production des produits alimentaires, du caoutchouc et matières plastiques, ainsi que des produits métallurgiques de base, renforcée par le redressement des produits chimiques et d'articles d'habillement. La baisse des produits pétroliers raffinés, des autres produits minéraux non métalliques et des ouvrages en métaux a tempéré la tendance. Le regain de dynamisme des activités manufacturières a été noté Niger (+36,8% contre +19,7% le mois précédent), au Mali (+25,3% contre -11,8%), au Togo (+6,2% contre -6,7%), en Guinée-Bissau (+2,2% contre +0,8%) et au Sénégal (+0,8% contre -21,6%). La poursuite de la tendance baissière au Burkina (-29,0% contre -47,3%) et en Côte d'Ivoire (-1,3% contre -12,9%), ainsi que le ralentissement du rythme de progression de l'activité au Bénin (+0,5% contre +21,0%) ont tempéré le profil haussier de la production manufacturière.

Tableau 1 : Evolution de l'indice de la production industrielle, données CVS (en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2017	2018		2019		2019	
	avril	avril	déc	mars	avril.(*)	mars	avril.(*)
Production des activités extractives	-1,3	-1,7	-0,7	-0,7	0,3	-0,3	1,8
dont pétrole brut et gaz naturel	-0,7	-1,5	-0,1	0,7	0,4	0,6	2,6
Industries manufacturières	-0,5	-0,6	-3,4	-12,0	0,7	-0,9	0,4
dont produits alimentaires et boissons	2,8	3,3	0,0	-7,4	4,2	-1,9	-1,0
textiles	-0,9	-0,7	-0,6	-0,1	-1,2	0,6	0,1
produits pétroliers raffinés	0,1	-1,0	0,0	-0,4	-0,4	1,2	1,8
Electricité, eau et gaz	0,4	0,3	1,2	-0,2	0,8	0,3	0,7
Indice Général	-1,4	-2,0	-2,9	-12,8	1,8	-1,0	2,9

Source : BCEAO (*) données provisoires

La hausse de la production des activités extractives est essentiellement imputable à celle de l'extraction du minerai d'uranium et de thorium au Niger (+40,7% contre -54,7% en mars 2019) et de la production du pétrole brut et gaz naturel en Côte d'Ivoire (+5,4% contre +3,4%). Cette tendance a été atténuée par la poursuite de la tendance baissière de la production d'or en Côte d'Ivoire (-24,7% contre +7,7), au Burkina (-10,1% contre -5,6%) et au Sénégal (-1,9% contre -9,0%) et des autres minerais en Côte d'Ivoire (-40,2% contre -54,4%), au Togo (-45,3% contre -34,3%) et au Sénégal (-35,8% contre +10,3%).

L'accroissement de la production d'énergie est noté dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau, du Mali et du Sénégal où une baisse a été observée. Les hausses les plus importantes sont localisées au Niger, au Burkina et en Côte d'Ivoire.

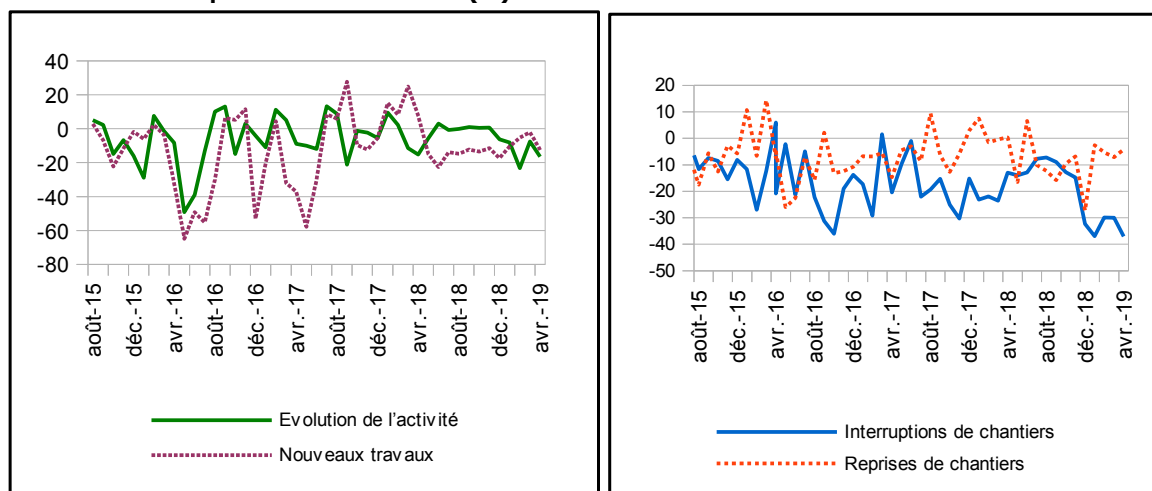
En glissement annuel, le rythme de progression de la production industrielle a augmenté, passant de -1,0% en mars 2019 à 2,9% en avril 2019, tiré essentiellement par les activités d'extraction de pétrole et de gaz naturel, de fabrication des produits chimiques et de raffinage des produits pétroliers, ainsi que d'extraction de minerai d'uranium et de thorium.

2.1.2 - Bâtiments et travaux publics

Au cours du mois d'avril 2019, l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une dégradation de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), en relation avec la diminution de nouveaux chantiers (construction des infrastructures) et la détérioration des conditions d'approvisionnement. En outre, le nombre de reprises de chantiers a poursuivi sa tendance baissière. La baisse des interruptions de chantiers a exercé un effet modérateur. Cette situation, couplée avec le renchérissement de l'exploitation et la persistance des déficits antérieurs, s'est soldée par une trésorerie déficitaire, atténuée par des encaissements tirés de la hausse du chiffre d'affaires durant le mois sous revue. Au total, le moral des entreprises du secteur est au plus bas niveau depuis septembre 2018, en passant de 102,3 points en mars 2019 à 101,4 points en avril 2019.

Par rapport à la même période de l'année précédente, le volume de l'activité a baissé dans tous les compartiments du secteur. La baisse de l'activité, d'une année à l'autre, a concerné l'ensemble des pays de l'UEMOA, à l'exception du Bénin, du Burkina et de la Côte d'Ivoire. Dans ce dernier pays, les BTP sont en net ralentissement.

Graphique 6 : Evolution du solde d'opinion dans le secteur des bâtiments et travaux publics de l'UEMOA (%)



Source : BCEAO

2.1.3- Activité commerciale

Le taux d'évolution de l'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce a augmenté, en variation mensuelle, passant de -7,8% en mars à +2,7% en avril 2019. Le regain de l'activité dans le commerce de détail est principalement lié à la hausse des ventes des produits pétroliers et alimentaires, des autres appareils électriques et électroniques non ménagers, ainsi que des produits pharmaceutiques. Cette évolution, renforcée par le redressement des ventes des matériaux de construction et des automobiles neuves, a été atténuée par la baisse des achats en machines de bureau et matériel informatique, ainsi qu'en articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires.

L'accroissement des activités du commerce de détail est localisé dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Burkina, du Mali et de la Guinée-Bissau où le chiffre d'affaires du commerce est ressorti en baisse d'un mois à l'autre. Les hausses les plus importantes sont notées au Togo (+16,4% contre +3,6%, suite à la hausse des ventes des motocycles neufs, des produits pétroliers et des articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires), au Niger (+5,6% contre -13,9%, du fait de la bonne tenue des ventes des motocycles neufs et des articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires) et en Côte d'Ivoire (+2,7% contre -6,2%, en lien avec l'accroissement des achats en produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture, ainsi qu'en produits pétroliers).

Tableau 2 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires, données CVS (point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2017	2018		2019		2019	
	avril	avril	déc	mars	avril.(*)	mars	avril.(*)
Produits de l'alimentation	-1,1	-2,0	-0,9	-0,6	1,6	0,9	5,0
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-1,0	-1,8	-0,9	-0,6	1,5	1,2	5,0
Equipement de la personne	0,4	0,0	0,0	0,2	-0,1	1,2	1,3
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,4	-0,1	0,0	0,2	-0,1	1,2	1,3
Equipement de logement	-0,8	-0,5	-0,4	-8,0	-0,3	-0,1	0,0
Automobiles, motocycles et pièces détachées	1,1	-1,5	-0,5	-2,1	0,2	-0,9	1,0
dont véhicules automobiles neufs	0,4	-0,9	-0,1	-1,8	-0,2	-0,2	0,6
Produits pétroliers	-1,0	-2,2	-1,0	-1,9	1,9	0,9	5,4
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	1,0	2,1	1,7	0,8	1,2	2,4	1,7
dont produits pharmaceutiques et médicaux	0,9	2,2	1,7	0,7	1,2	2,3	1,4
Produits divers	-0,1	-4,7	-0,9	3,8	-1,9	-2,8	0,0
INDICE GLOBAL	-0,5	-8,8	-2,0	-7,8	2,7	1,6	14,4

(*) données provisoires

Source : BCEAO

En glissement annuel, le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires s'est accéléré, passant de 1,6% en mars 2019 à 14,4% en avril 2019, en raison essentiellement de l'accroissement du rythme haussier des ventes des produits pétroliers et alimentaires. L'accélération des activités de commerce de détail est généralisée à l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Bénin (-43,0% contre +2,9% le mois précédent), du Togo (-22,1% contre -7,2%) et de la Guinée-Bissau (-13,9% contre -11,0%). Les hausses les plus significatives sont notées au Sénégal (+31,8% contre +27,2%), en Côte d'Ivoire (+15,6% contre -1,4%) et au Burkina (+7,6% contre -2,0%).

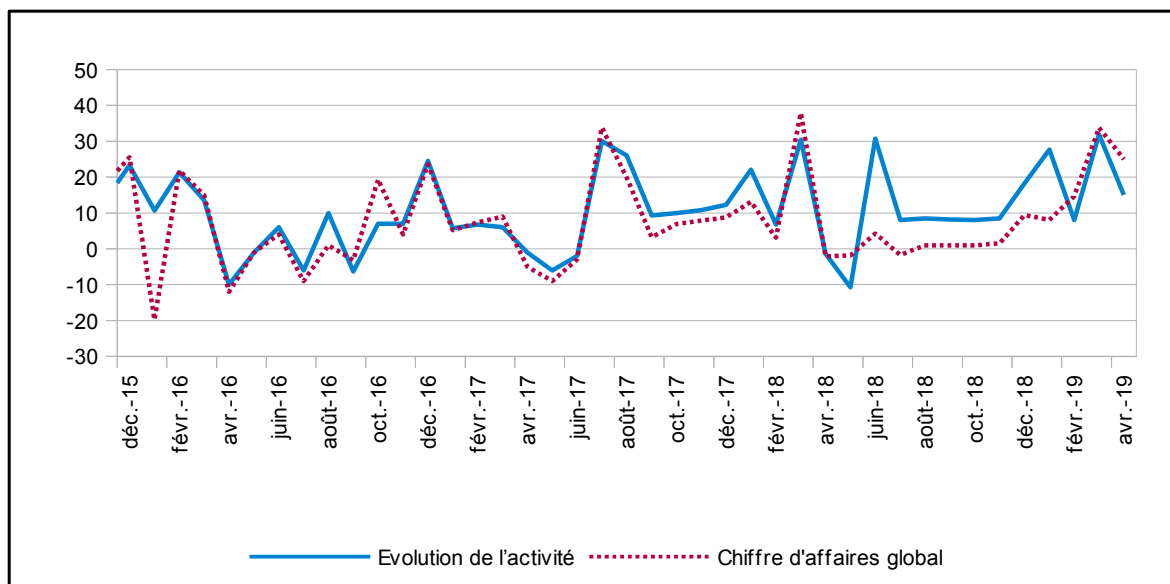
2.1.4 - Services marchands

Selon les opinions des chefs d'entreprise, la conjoncture économique en avril 2019 a poursuivi sa progression, à un rythme plus soutenu. Le volume global des prestations s'est accru ainsi que celui des commandes en provenance de tous les compartiments du marché. L'indicateur du climat des affaires dans ce secteur s'établit à 100,3 points, supérieur à sa moyenne de long terme, traduisant le maintien de l'activité en phase d'expansion.

Cette tendance s'est généralisée à l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Bénin, du Sénégal et du Togo où les chefs des entreprises ont signalé une baisse de l'activité. La gestion de la trésorerie des entreprises reste aisée, en liaison avec les encaissements suffisants et les marges antérieures accumulées.

En glissement annuel, le rythme de progression de l'activité des services marchands a augmenté. En effet, le taux de croissance de l'indice du chiffre d'affaires dans le secteur s'est accru, passant de 3,7% en mars à 6,1% en avril 2019. Cette évolution est imputable à la hausse des prestations dans tous les pays de l'UEMOA, à l'exception du Burkina et du Mali. L'intermédiation financière est néanmoins en nette décélération. Le chiffre d'affaires a connu un ralentissement, passant d'une hausse de 10,4% en mars à 7,4% en avril 2019.

Graphique 7 : Evolution du solde d'opinion dans le secteur des services marchands de l'UEMOA (en variation mensuelle %)



Source : BCEAO

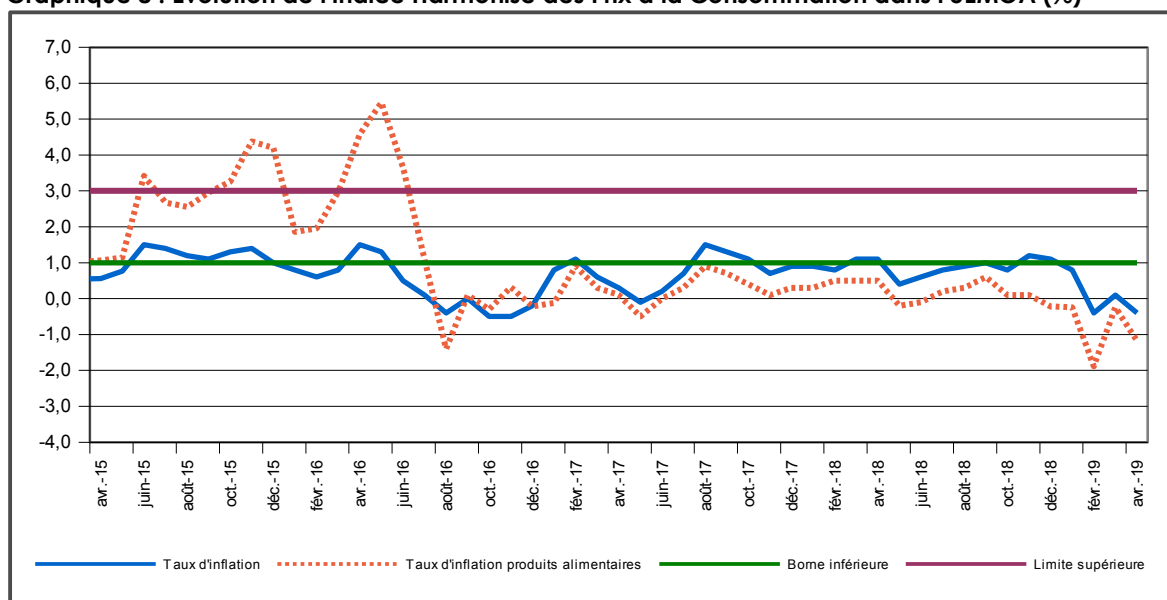
2.2 – Inflation

Le rythme de progression du niveau général des prix a baissé, en liaison notamment avec le repli des prix de la composante « Alimentation ».

L'indice harmonisé des prix à la consommation baisserait, en glissement annuel, de 0,4% à fin avril 2019, après une réalisation de +0,1% le mois précédent. La baisse du niveau général des prix est imprimée par la composante « Alimentation », dont la contribution à l'inflation totale est ressortie à -0,5 point de pourcentage (pp) à fin avril 2019 contre -0,1 pp un mois plus tôt. Cette évolution est en ligne avec le recul des prix des produits alimentaires, notamment les céréales locales, du fait d'un meilleur approvisionnement des marchés suite à l'abondance des récoltes. Il a été noté un repli sensible des prix des céréales locales au Burkina (-29%), au Mali (-26%) et au Niger (-9%). Les prix des légumes se sont également inscrits en baisse au Bénin.

En revanche, la baisse du niveau général des prix a été atténuée par la fermeté des tarifs de la fonction « Transports », dont la contribution est restée stable. Cette situation est attribuable à l'ajustement à la hausse des prix des carburants au Bénin (+9,5%), en Guinée-Bissau (+4,5%), au Togo (+1,7%), en Côte d'Ivoire (+1,6%) et au Mali (+1,2%), suite à la hausse des prix du pétrole sur le marché international.

Graphique 8 : Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix les plus volatils, ressortirait, en glissement annuel, à -0,2% à fin avril 2019 contre 0,2% à fin mars 2019.

III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE

Les taux d'intérêt sur le marché monétaire se sont détendus en avril 2019. Toutefois, les conditions de banque, notamment les taux d'intérêt débiteurs, se sont inscrites en hausse.

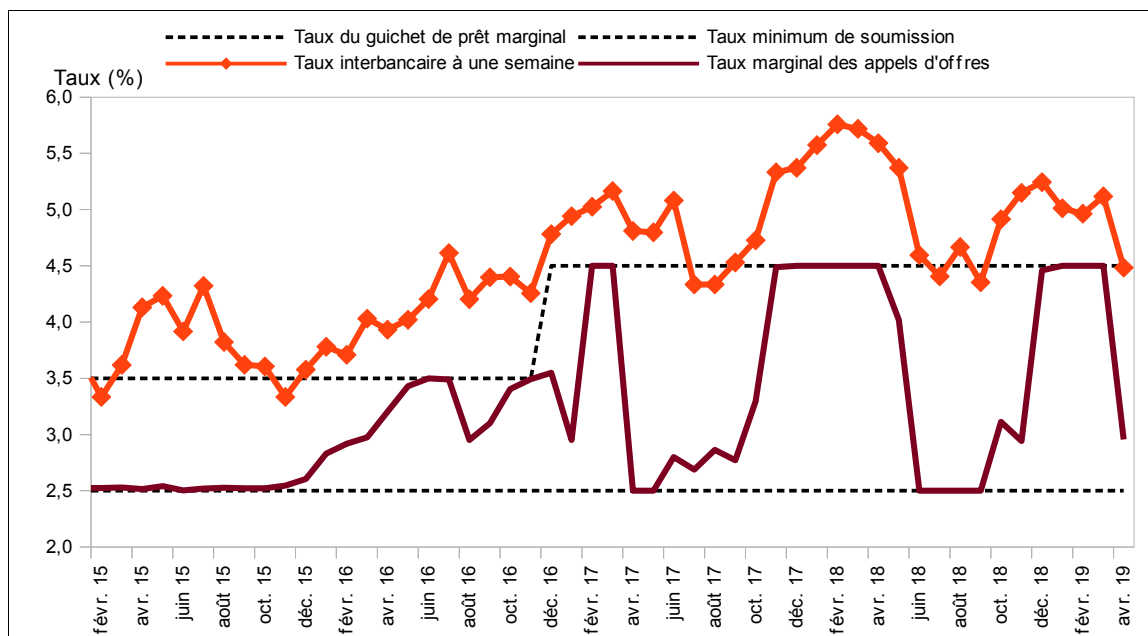
3.1 Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire

Avec la baisse des pressions exercées sur la trésorerie des banques, comme en témoigne le repli de leurs soumissions aux opérations d'open market, passant de 4.209,8 milliards en mars à 3,694,8 milliards en avril 2019 (-515,0 milliards ou -12,2%), le taux, à une semaine, sur le marché monétaire sont en recul de 93,3 points de base, à 3,56%. Quant au taux marginal des opérations d'appels d'offres à une semaine, il s'établit à 2,95%, soit une baisse de 154,4 points de base, en un mois d'intervalle.

L'atténuation des tensions a été également ressentie sur le marché interbancaire, malgré la baisse de 11,4% du volume moyen hebdomadaire des opérations, toutes

maturités confondues, à 427,5 milliards en avril 2019. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur le compartiment à une semaine a diminué de 63,4 points de base pour s'établir à 4,48%, en dessous du taux du guichet de prêt marginal de la BCEAO (4,50%). Sur l'ensemble des maturités, le taux est ressorti à 4,61%, en recul de 52,3 points de base.

Graphique 9 : Evolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2- Taux d'intérêt débiteurs

L'analyse des conditions de banque à fin avril 2019 indique une hausse de 7,0 points de base (pdb) du taux débiteur moyen, hors taxes et charges, qui est ressorti à 6,68% après 6,61% en mars 2019.

Suivant la nature du débiteur, les taux d'intérêt ont augmenté au niveau des concours accordés à la clientèle financière (+77,1 pdb), aux sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) (+58,2 pdb) et aux entreprises privées du secteur productif (+51,5 pdb). En revanche, le coût du crédit a baissé pour les avances aux entreprises individuelles (-21,1 pdb) et aux particuliers (-6,5 pdb).

L'analyse suivant l'objet du crédit indique un accroissement des taux débiteurs relatifs aux crédits d'équipement (+120,1 pdb), de consommation (+49,6 pdb) et d'habitation (+42,9 pdb). La baisse enregistrée au niveau des crédits d'exportation (-61,0 pdb) et de trésorerie (-14,1 pdb) a amoindri le profil haussier des taux débiteurs au cours de la période sous revue.

Tableau 3 : Evolution des taux débiteurs moyens des banques de l'UEMOA selon la nature et l'objet du crédit (%)

	2016	2017		2018		2019	2019	
	avril	avril	déc	avril	déc	avril.(*)	mars	avril.(*)
Taux débiteur global	6,77	6,77	6,88	6,71	6,77	6,68	0,29	6,97
Particuliers	8,25	8,89	7,26	8,55	7,13	8,31	6,80	-6,47
Entreprises individuelles	7,20	6,78	6,82	6,56	6,81	6,42	43,98	-21,06
Entreprises privées du secteur productif	6,40	6,49	7,15	6,70	6,57	6,51	-11,02	21,51
Clientèle financière	7,52	7,76	7,07	8,61	7,46	8,21	-22,99	77,10
Sociétés d'Etat et EPIC	7,10	4,80	6,22	5,33	7,23	5,35	-199,61	58,19
Trésorerie	6,38	6,49	6,54	6,15	6,61	6,18	20,20	-14,08
Consommation	7,03	8,53	7,61	8,15	7,42	8,40	-36,71	49,62
Equipement	8,67	6,36	7,77	8,37	7,02	7,77	-104,24	120,12
Exportation	8,20	5,50	9,15	5,91	7,77	6,76	10,71	-60,95
Habitation	4,77	8,04	7,19	7,88	6,72	7,57	-74,02	42,91

(*) données provisoires

Source : BCEAO

Les hausses de taux ont été observées dans tous les pays de l'Union, à l'exception du Bénin et du Mali où la situation est ressortie stable. Les accroissements les plus importants sont notés au Togo (+77,4 pdb), en Guinée-Bissau (+65,9 pdb) et au Burkina (+28,0 pdb).

Quant au taux moyen de rémunération des dépôts de la clientèle, il est ressorti en hausse de 10,2 points de base, à 5,26% au mois d'avril 2019. L'accroissement des coûts des dépôts est localisé au Sénégal (+56,8 pdb, à 5,76%) et au Burkina (+24,1 pdb, à 5,64%). Dans les autres pays de l'Union, les taux créditeurs sont stables au Bénin (3,42%) et au Mali (6,09%), et en baisse au Niger (-90,4 pdb, à 4,88%), en Guinée-Bissau (-79,7 pdb, à 3,25%) et en Côte d'Ivoire (-38,3 pdb, à 4,70%).

3.3. Liquidité bancaire

Au cours du mois d'avril 2019, la liquidité propre des banques s'est améliorée de 166,2 milliards, en lien avec les entrées de ressources en provenance de l'extérieur (+224,1 milliards) et le solde positif des opérations des banques avec les Etats (+1,2 milliard).

Tableau 4 : Répartition des refinancements suivant les guichets²

(en milliards, sauf indication contraire)

Valeurs en milliards	Encours			Variations	
	avr-18	mars-19	avr-19	mars-19 / févr-19	avr-19 / mars-19
Guichet hebdomadaire	3 121,0	3 460,0	3 460,0	110,0	0,0
Guichet mensuel	713,5	720,0	711,0	0,0	-9,0
Guichet de prêt marginal	0,0	47,1	0,0	-25,7	-47,1
Guichet spécial de refinancement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Refinancement total de la Banque Centrale	3 834,5	4 315,5	4 257,3	176,0	-58,2

Source : BCEAO

Avec l'amélioration de leur trésorerie propre, les banques ont réduit leurs engagements sur les guichets de la BCEAO de 58,2 milliards après un accroissement de 176,0 milliards observé le mois précédent. Cette situation est essentiellement attribuable au désengagement de certaines banques sur les guichets de prêt marginal et mensuel.

Tableau 5 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques

(en milliards)

	avr-18 / mars-18	mars-19 / févr-19	avr-19 / mars-19
Circulation fiduciaire (1)	111,1	78,9	59,1
Transferts nets des banques (2)	93,9	87,3	224,1
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	233,0	-94,2	1,2
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) - (1)	215,8	-85,8	166,2
Réserves obligatoires (5)	-14,0	47,9	-20,0
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) - (4)	-229,8	133,7	-186,2
Refinancements (7)	-7,0	176,0	-58,2
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	208,8	90,2	108,0

Source : BCEAO

L'analyse de la mise en œuvre du dispositif des réserves obligatoires, au terme de la période de constitution échu le 15 avril 2019, fait apparaître une situation excédentaire pour les banques de l'Union par rapport aux réserves requises. Les réserves libres des banques, évaluées sur la période, sont ressorties à 822,8 milliards, soit 118,4% des réserves requises, en hausse de 22,9 points de pourcentage par rapport à mars 2019.

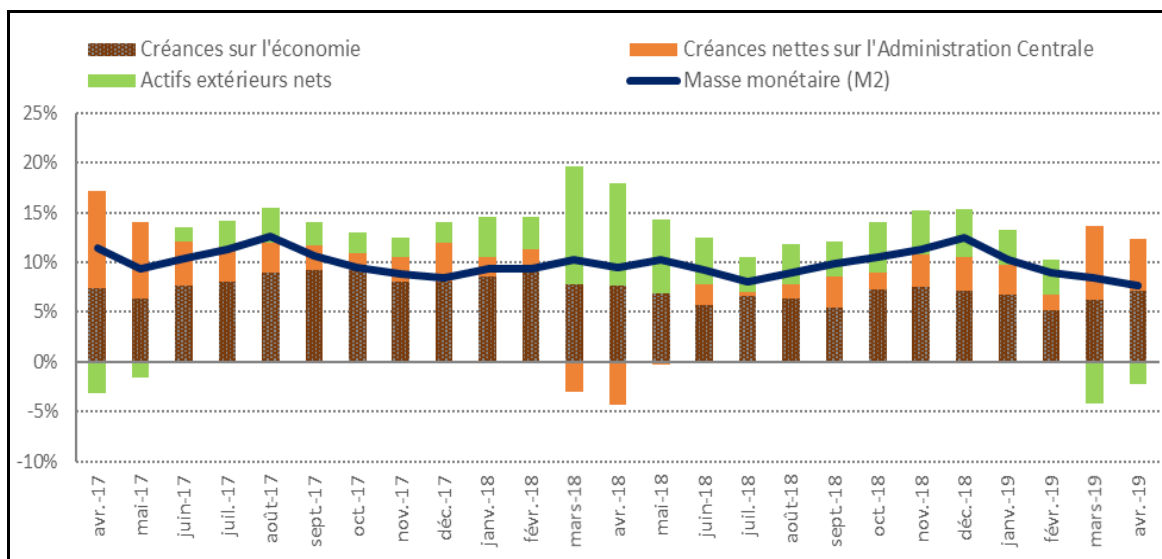
² NB : Les données des encours ne concernent que les banques

3.4 Situation monétaire

La situation monétaire de l'Union à fin avril 2019 est marquée par une progression, en glissement annuel, de la masse monétaire (+7,7%), portée par l'accroissement des créances des institutions de dépôt sur les secteurs résidents.

Au niveau des composantes de la masse monétaire, les dépôts et la circulation fiduciaire se sont accrus respectivement de 8,0% et 6,8%.

Graphique 10 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.4.1 Les Actifs Extérieurs Nets des institutions de dépôt

Les Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt de l'Union se sont contractés de 580,9 milliards en une année, en liaison avec la dégradation des AEN de la BCEAO (-550,5 milliards). Les réserves officielles de change de la Banque Centrale se sont établies à 9.040,2 milliards, en baisse de 3,8% par rapport à avril 2018. Cette orientation baissière des réserves résulte notamment de la moindre mobilisation de ressources extérieures par les Etats sur les quatre premiers mois de 2019 comparativement à la même période de 2018 où le Sénégal et la Côte d'Ivoire avaient levé 2.010,9 milliards sous forme d'euro-obligations. La couverture des importations de biens et services par les actifs de réserves est ainsi ressortie à 4,9 mois à fin avril 2019. Le taux de couverture de l'émission monétaire ressort à 77,3% après 76,6% en mars 2019.

3.4.2 Les créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé de 3.177,1 milliards ou 12,0%, en rythme annuel, pour s'établir à 29.553,4 milliards, en liaison avec la hausse des créances sur l'économie et de celles sur les administrations publiques centrales (APUC).

Tableau 6 : Situation monétaire à fin avril 2019

(Encours en fin de période, en milliards de FCFA sauf indication contraire)

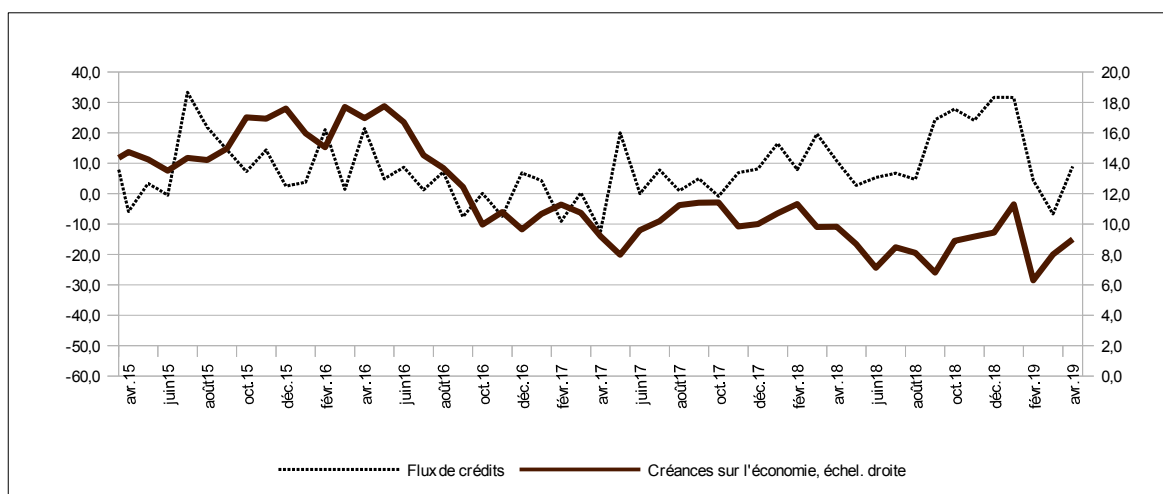
	déc.-18	avr.-18	mars-19	avr.-19	Variation			
					Mensuelle (4)/(3)		Annuelle (4)/(2)	
					(1)	(2)	(niveau)	(%)
Masse monétaire	27 723,7	25 779,5	27 767,0	27 768,3	1,3	0,0	1 988,8	7,7
Actifs extérieurs nets	5 375,1	6 340,9	5 713,6	5 760,0	46,4	0,8	-580,9	-9,2
Créances intérieures	30 023,9	26 376,3	29 742,8	29 553,4	-189,4	-0,6	3 177,1	12,0
Créances nettes sur APUC*	8 112,6	6 016,6	7 979,1	7 367,5	-611,6	-7,7	1 350,9	22,5
Créances sur l'économie	21 911,4	20 359,7	21 763,6	22 186,0	422,4	1,9	1 826,3	9,0

Source : BCEAO

(*) APUC : Administrations Publiques Centrales

Le taux de croissance des créances sur l'économie s'est établi à 9,0% contre 9,8% à la même période de l'année 2018. Cette croissance a été portée essentiellement par la hausse des crédits bancaires aux entreprises privées non financières (+1.171,6 milliards ou +10,4%) et aux sociétés publiques (+380,6 milliards ou 29,9%). Les prêts aux sociétés financières non bancaires se sont quant à eux contractés de 354,1 milliards ou 54,6%.

Graphique 11 : Evolution comparée de nouvelles mises en place de crédits bancaires et des créances sur l'économie (glissement annuel en %)



Source : BCEAO

La hausse du rythme de progression des créances sur l'économie entre mars et avril 2019 (9,0% contre 8,0% en mars) est justifiée par celle de nouvelles mises en place de crédits. Ces dernières se sont accrues, traduisant un niveau des concours bancaires plus important que celui du mois de mars 2019. En glissement annuel, les nouveaux concours bancaires se sont accrus de 9,0% en avril 2019 après un recul de 6,7% le mois précédent.

Sur une base mensuelle, les crédits nouvellement mis en place ont baissé de 1,4%, en liaison essentiellement avec la faible mobilisation de l'épargne. Ainsi, le cumul mensuel, toutes maturités confondues, est estimé à 1.176,4 milliards en avril 2019, après un niveau 1.192,2 milliards le mois dernier. Le recul des mises en place de crédits intervient en dépit de la hausse des ressources collectées par les banques. En effet, les dépôts mobilisés par les banques de l'UEMOA ont augmenté de 13,7% à fin avril 2019, en ressortant à 588,1 milliards contre 517,0 milliards le mois précédent. La hausse du volume des dépôts bancaires est imputable à l'ensemble des agents économiques, à l'exception des entreprises individuelles, de la clientèle financière et des sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), qui ont baissé leurs dépôts de 19,7%. Les accroissements les plus importants sont notés au niveau des coopératives et groupements villageois, de l'Etat et organismes assimilés, des assurances et caisses de retraite, ainsi que des entreprises privées du secteur productif.

Les créances nettes sur l'administration publique centrale ont enregistré une hausse de 22,5% en avril 2019, après une baisse de 14,4% en avril 2018. Les mobilisations d'euro-obligations, effectuées en mars 2018 (2.010,9 milliards) par les Etats de Côte d'Ivoire et du Sénégal, avaient fortement réduit l'engagement net des Etats vis-à-vis du système bancaire, en liaison avec la hausse de leurs dépôts. L'utilisation progressive, au cours de l'année 2019, de ces ressources constituées en dépôt auprès de la Banque Centrale, a entraîné une hausse des créances nettes des institutions de dépôts sur l'administration centrale.

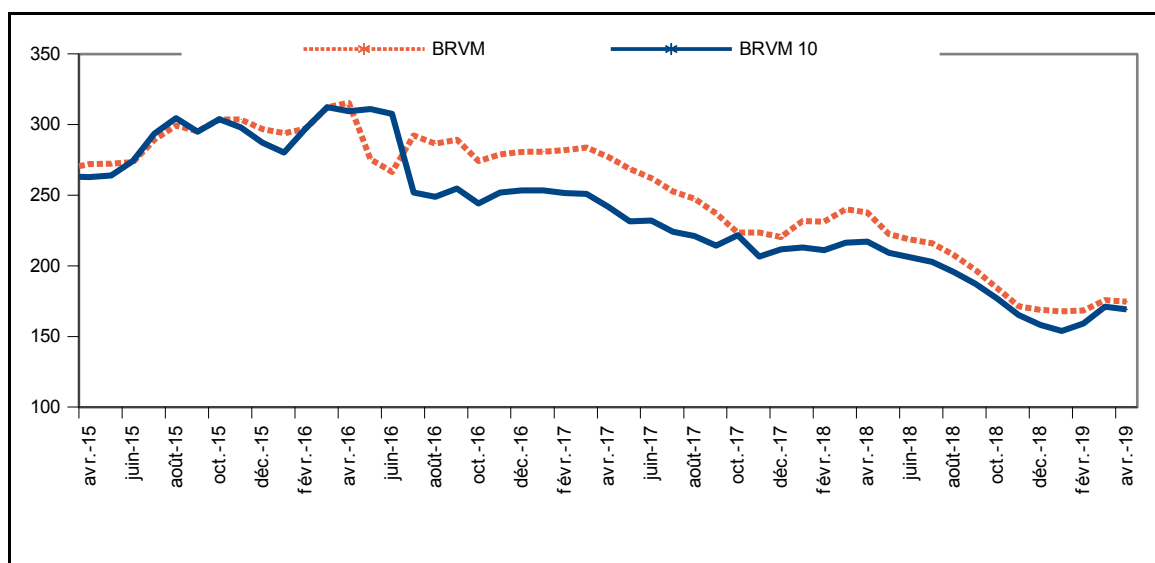
IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA

Les activités du marché boursier régional ont enregistré des évolutions à la baisse en avril 2019 et les Etats ont une préférence pour les obligations sur le marché de titres de dette publique, avec une forte mobilisation des investisseurs.

4.1 Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les principaux indicateurs d'activité du marché ont enregistré des évolutions à la baisse, après leur fort redressement le mois dernier, suite à l'optimisme des investisseurs lié à la publication des résultats encourageants au titre de l'année 2018. L'indice BRVM 10 et celui composite se sont repliés de 1,2% et 0,6% respectivement, s'établissant à 169,1 points et 174,6 points en avril 2019.

Graphique 12 : Evolution des indices boursiers de la BRVM (points)



Source : BRVM

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 10 ont reculé respectivement de 26,6% et 22,1%, en ligne notamment avec les contre-performances des entreprises des secteurs « industrie », « finances » et « transports ».

4.2.- Marché de titres de la dette publique

Au cours du mois d'avril 2019, le volume des ressources levées sur le marché financier régional a augmenté de 13,5 milliards par rapport au mois précédent, pour s'établir à 261,8 milliards. En variation annuelle, le montant des titres publics souscrits s'est accru de 78,6 milliards par rapport à son niveau d'avril 2018.

Le taux de couverture des émissions est ressorti, en moyenne, à 273,6% en avril 2019 contre 161,8% un an auparavant. Les bons du Trésor ont représenté 64,3% des émissions.

Tableau 7: Evolution des ressources mobilisées par les Etats entre janvier et avril 2019

	2018	2019		Variation (mds)	
	avril	mars	avril	mensuelle	annuelle
Bons	93,5	97,9	168,3	70,4	74,8
Obligations	89,7	150,4	93,5	-56,9	3,8
Total	183,2	248,3	261,8	13,5	78,6

Sources : UMOA -Titres, BCEAO

Sur le compartiment des bons du Trésor, les taux ont légèrement baissé d'un mois à l'autre. Le taux d'intérêt moyen pondéré est ressorti à 5,52% en avril 2019 contre 5,56%

le mois précédent. Le taux s'est également contracté par rapport au mois d'avril 2018 où il est ressorti à 6,2%.

Pour les émissions obligataires, le taux de rendement moyen s'est situé à 6,98% au cours de la période sous revue, contre 7,14% en mars 2019 et 7,4% un an auparavant.

Sur les marchés internationaux des capitaux, aucun Etat membre de l'Union n'est intervenu au cours du mois sous revue pour mobiliser des ressources, après la levée de 328 milliards par émission d'euro-obligations du Bénin en mars 2019.

V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA

L'activité économique reprendrait de la vigueur, mais à un rythme modéré. Les risques baissiers liés au commerce mondial, aux tensions commerciales, au durcissement des conditions financières, aux incertitudes politiques et à un Brexit sans accord, seraient compensés par l'essor de la demande intérieure et le niveau élevé des commandes en provenance des pays partenaires qui ont connu une croissance sans précédent sur les trois premiers mois de l'année.

Sur le deuxième trimestre 2019, l'activité économique enregistrerait une bonne dynamique, avec une accélération de la cadence, dans les économies de l'UEMOA. L'ensemble des secteurs d'activité renforceraient leurs performances à un rythme plus élevé que celui du dernier trimestre et de la même période de l'année 2018. Les économies de l'Union continueront de bénéficier du renforcement de la demande, notamment intérieure. Cette tendance pourrait être atténuée par le resserrement des conditions de financement au niveau mondial, la dégradation du climat sécuritaire et politique ainsi que les effets des tensions commerciales.

5.1. Environnement international

5.1.1. Activité économique

Selon les dernières perspectives de l'économie mondiale (PEM) du FMI, parues en avril 2019, la croissance mondiale s'est située à 3,6% en 2018, soit un repli de 0,1 point de pourcentage par rapport aux évaluations de janvier 2019. Les PEM prévoient un ralentissement de la croissance en 2019 pour 70% de l'économie mondiale, avec un taux de 3,3% en 2019 et une reprise à 3,6% en 2020. Le ralentissement attendu en 2019 est lié au recul de l'activité dans les pays avancés et émergents, imputable aux tensions commerciales, aux mesures protectionnistes, au durcissement des conditions financières et à la forte montée du taux d'endettement.

Aux Etats-Unis, la croissance économique ralentirait à 2,3% en 2019, après un taux de 2,9% en 2018, en lien notamment avec la fin du stimulus budgétaire, la faiblesse de l'économie mondiale et les tensions commerciales avec la Chine. La vigueur de la demande intérieure, renforcée par les conditions financières favorables, atténuerait la tendance. Les indicateurs conjoncturels disponibles confirment ce ralentissement dès le deuxième trimestre 2019, avec l'affaiblissement de la croissance du secteur privé et de la production industrielle. En zone euro, la croissance de l'activité économique se poursuivrait mais à un rythme plus faible de 1,2% en 2019, après une réalisation de 1,9% en 2018. La perspectives d'un Brexit sans accord, les incertitudes politiques, l'escalade des tensions commerciales et un ralentissement plus fort que prévu de l'économie chinoise pèseraient sur la dynamique de la zone euro. Les indicateurs conjoncturels indiquent une décélération de l'activité industrielle et du secteur privé sur les mois d'avril et de mai 2019 par rapport à la même période de l'année passée. Au Royaume-Uni, les incertitudes autour du Brexit continuent d'affecter l'activité économique.

Tableau 8 : Prédiction du taux de croissance, en glissement annuel (%)

	Réalizations			Estimations	Prédiction
	T2- 2017	T2- 2018	T4- 2018	T1- 2019	T2- 2019
Economies avancées	2,2	2,4	1,9	2,1	1,8
<i>Etats-Unis</i>	2,1	2,9	3,0	3,2	2,5
<i>Zone euro</i>	2,5	2,2	1,2	1,2	1,1
<i>Japon</i>	1,7	1,5	0,3	0,9	1,0
<i>Royaume Uni</i>	1,9	1,4	1,4	1,8	1,4
Economies émergentes	5,1	5,3	5,1	4,7	4,7
<i>Chine</i>	6,8	6,7	6,4	6,4	6,3
<i>Inde</i>	6,0	8,0	6,6	5,8	6,0
<i>Brésil</i>	0,6	0,9	1,1	0,5	0,3
<i>Autres (Russie et AFS)</i>	1,7	1,7	2,5	0,4	0,5
Pays partenaires de l'UEMOA	3,7	4,0	3,9	4,1	4,1
<i>France</i>	2,4	1,9	1,2	1,2	1,4
<i>Pays-bas</i>	2,9	2,3	2,3	2,7	2,7
<i>Autres (Etats-Unis, Chine, etc.)</i>	3,9	4,3	4,3	4,4	4,4

Sources : OCDE, calculs BCEAO

Au Japon, l'économie se redresserait en 2019 à 1,0% après le ralentissement de 2018 suite à l'effet des catastrophes naturelles. La reprise serait liée à la bonne tenue de la demande intérieure, qui bénéficierait de conditions financières favorables et de la hausse des salaires, dans un contexte de faible inflation.

Dans les pays émergents, la croissance de l'activité économique ralentirait en Chine, en liaison avec l'affaiblissement de la demande mondiale, des vulnérabilités intérieures et de la mise en œuvre du plan des autorités visant à rééquilibrer le modèle de croissance, ainsi que l'escalade des tensions commerciales avec les Etats-Unis. Dans les autres pays émergents, la croissance se consoliderait, notamment en Inde, en Afrique du Sud et en Russie, en lien avec le regain de dynamisme de la demande intérieure et le niveau élevé des prix du pétrole. Dans les pays en développement, les perspectives à moyen terme dans la zone CEMAC font ressortir une amélioration progressive de la situation économique et financière, avec la remontée des cours du pétrole, ainsi que l'accélération de la mise en œuvre des réformes économiques, monétaires et financières convenues avec le FMI. Selon la BEAC, le taux de croissance du PIB réel s'établirait à 3,3% en 2019 après une réalisation de 1,6% en 2018.

5.1.2. Inflation dans les pays partenaires

Les tendances inflationnistes ont baissé dans la plupart des économies avancées, celles des partenaires et voisins de l'Union. Dans les pays émergents, le taux d'inflation augmenterait, notamment en Chine.

Selon les groupes de pays, l'évolution de l'inflation se présente comme suit :

Tableau 9 : Prédiction du taux d'inflation, en variation annuelle (%)

	Réalizations			Estimations	Prévisions
	déc.-18	févr.-19	mars-19	avr.-19	mai-19
Economies avancées	1,57	1,37	1,53	1,76	1,46
<i>Etats-Unis</i>	1,91	1,52	1,86	2,00	1,79
<i>Zone euro</i>	1,50	1,50	1,40	1,70	1,20
<i>Autres</i>	0,95	0,82	1,00	1,32	1,16
Economies émergentes	2,88	2,97	3,64	3,88	3,96
<i>Chine</i>	1,90	1,50	2,30	2,50	2,70
<i>Inde</i>	5,24	6,97	7,67	8,33	8,33
<i>Brésil</i>	3,75	3,89	4,58	4,94	4,66
<i>Autres</i>	4,29	5,07	5,16	5,06	5,02
Pays partenaires de l'UEMOA	1,88	1,53	1,97	2,12	2,03
<i>France</i>	1,59	1,32	1,11	1,26	0,94
<i>Pays-bas</i>	1,96	2,60	2,83	2,88	2,44
<i>Autres</i>	1,91	1,51	2,03	2,19	2,13
Pays voisins de l'UEMOA	9,74	9,75	9,45	9,30	9,06
<i>Nigeria</i>	9,77	9,80	9,46	9,28	9,03
<i>Ghana</i>	9,43	9,17	9,28	9,47	9,41

Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO

5.1.3. Prix des produits de base

Sur les marchés des matières premières, les prix des produits agricoles exportés et importés par les pays de l'Union enregistreraient des évolutions contrastées.

Tableau 10 : Prévisions des cours des matières premières (variation mensuelle en %)

Produits exportés	Réalizations			Estimations		Prévisions
	déc. 18	janv. 19	févr. 19	mars 19	avr. 19	mai 19
Pétrole brut (NYMEX) (en \$/baril)	-13,3	5,2	6,8	5,6	9,3	-4,6
Café robusta (OIC) (en cents/livre)	-7,4	0,7	0,6	-2,2	-5,1	-3,3
Cacao (OICC) (en cents/livre)	1,1	2,7	-0,6	-2,4	6,0	-0,7
Coton (NY 2ème position) (en cents/livre)	-1,1	-4,6	-2,1	4,4	2,5	-10,6
Huile de palme (en \$/tonne métrique)	-25,5	4,0	10,4	-3,6	-1,4	-3,1
Huile de palmiste (en \$/tonne métrique)	6,1	3,8	-9,5	-5,6	-2,8	-10,2
Caoutchouc (en eurocents/kg)	3,4	4,3	1,9	3,5	2,9	0,9
Noix de cajou (en \$/tonne métrique)*	-6,9	0,0	-1,2	-4,8	-20,3	-3,9
Or (en \$/once)	2,6	3,2	2,1	-1,4	-1,2	-0,2
Produits importés						
Huile de soja (cents/livre)	1,8	2,2	4,7	-3,1	-2,4	-5,1
Blé (cents/boisseau)	2,6	-0,6	-3,1	-9,1	-0,9	3,1
Riz (cents/lb)	-2,2	-0,2	-1,8	4,3	-3,1	5,9
Maïs (cents/boisseau)	3,1	0,4	-1,1	-2,0	-2,6	6,6

Sources : Reuters, calculs BCEAO

Les cours du pétrole poursuivraient leur tendance haussière, après la baisse du mois de mai 2019, le marché restant soutenu par la diminution des stocks, de la production de l'OPEP et de ses alliés, ainsi que des sanctions américaines à l'égard de l'Iran et du Venezuela. Au regard des fondamentaux du marché, caractérisé par une offre importante, les prix du cacao devraient se contracter, malgré la baisse de l'offre attendu des principaux pays producteurs, suite à la décision de la Côte d'Ivoire et du Ghana d'exiger un prix plancher de 2.600 dollars la tonne.

S'agissant du caoutchouc, les inquiétudes sur le ralentissement de l'économie mondiale, et en particulier celle de la Chine, premier consommateur mondial de caoutchouc, limiteraient la hausse de ses prix. Les cours de l'huile de palme se ressentiraient, pour leur part, de l'abondance des stocks en Malaisie.

Pour ce qui concerne les matières premières importées par les pays de l'Union, les prix de l'huile de soja accuseraient un repli, lié à la faiblesse de la demande, dans un contexte où les marchés sont bien approvisionnés. Les cours des autres produits (riz, maïs, et blé), en revanche, s'inscriraient en hausse, tirant profit d'une reprise de la demande.

5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA

Pour le mois de mai 2019, les économies de l'Union continueront de bénéficier du renforcement de la demande intérieure et des conditions financières favorables. Pour l'année 2019, dans son ensemble, ces conditions favorables demeureront, avec toutefois un ralentissement de la demande en provenance des principaux pays où la croissance est dans une phase descendante du cycle, notamment aux Etats-Unis et en Chine.

En outre, les effets négatifs attendus des tensions commerciales entre les Etats-Unis et certains de leurs partenaires sur les perspectives économiques de l'UEMOA pourraient être importants, en dépit de la reprise des négociations commerciales entre la Chine et les Etats-Unis. De même, la perspective d'un Brexit sans accord, les tensions géopolitiques (Iran, Venezuela, etc.) et les fluctuations du prix du baril sont autant de sources d'inquiétudes pour les économies de l'Union.

Le maintien de la tendance haussière des cours internationaux de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA, à la faveur de la reprise de la demande mondiale, attendue en début du troisième trimestre 2019, aurait des effets positifs sur le budget et la croissance des Etats de l'Union. Cette situation pourrait être atténuée par la dégradation du climat sécuritaire et politique ainsi que la hausse des prix des principaux produits d'équipements importés.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture d'avril 2019, l'activité économique maintiendrait sa bonne dynamique dans le secteur des industries, en lien principalement avec la hausse attendue des commandes et chiffre d'affaires. La demande resterait vigoureuse sur le marché intérieur et resterait stable à l'exportation. En ce qui concerne les activités commerciales, les entreprises anticipent une hausse de leurs chiffres d'affaires, du fait de l'accroissement des commandes en provenance du marché local, un ralentissement attendu de la demande extérieure. Les entreprises du secteur des services enregistreraient une progression de leurs activités, en liaison avec la hausse des commandes et du chiffre d'affaires sur l'ensemble des compartiments du marché. Le regain de dynamisme est généralisé à l'ensemble des branches, mais le rebond serait en retrait par rapport à la situation du mois passé dans les branches « Immobilier, location et activités de services aux entreprises » et « Hôtels et restaurants ». De même, les opérateurs des Bâtiments et Travaux Publics anticipent une progression de leurs activités, en relation avec la hausse de nouveaux travaux et du chiffre d'affaires dans le secteur des bâtiments.

Les estimations effectuées par la BCEAO à partir des résultats des enquêtes de conjoncture à fin avril 2019 et les dernières informations disponibles font ressortir une accélération de la croissance, à très court terme, des économies de l'Union, avec un taux de progression de l'activité économique de 6,6% au deuxième trimestre 2019, après une réalisation de 6,3% le trimestre précédent. Le regain de l'activité au deuxième trimestre 2019 est attribuable notamment à la bonne tenue de la production industrielle, des activités commerciales et de services. Le ralentissement des activités des bâtiments et travaux publics a exercé un effet modérateur. En effet, sur les mois d'avril et de mai 2019, la production industrielle augmenterait de 8,0% contre un taux de 4,9% à la même période de l'année. Les bonnes performances sont notées au niveau des activités extractives (+0,4% contre -12,8%) et de production d'énergie (+7,4% contre -2,2%), la cadence des activités manufacturières ayant ralenti (+9,9% contre +11,3%). Quant à l'indice du chiffre d'affaires de commerce, il affiche une hausse de 11,3% en avril -mai, contre un accroissement limité à 2,6% à la même période de l'année. Les indicateurs du climat des affaires épousent la même orientation. Au total, tous les indicateurs conjoncturels récents dénotent une accélération de l'activité économique dans les pays de l'UEMOA, tirant profit de la hausse de la demande mondiale suite à la bonne tenue des économies des pays partenaires commerciaux sur les trois premiers mois de l'année 2019.

Par branche, la dynamique de l'économie de l'Union est projetée comme suit :

Tableau 11 : Evolution de la croissance au sein de l'UEMOA par secteur d'activité (contribution en point de %)

Branche d'activités	Taux de croissance Annuel (%)		Taux de croissance trimestrielle (glissement annuel %)								
	Estimations		Estimations						Prévisions		
	2017	2018	T3-2017	T4-2017	T1-2018	T2-2018	T3-2018	T4-2018	T1-2019	T2-2019	T3-2019
Secteur primaire	1,4	1,6	1,2	1,2	1,2	1,3	1,2	1,1	1,0	1,2	1,2
Agriculture vivrière	1,1	1,4	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,1	1,0	1,0	1,0
Agriculture de rente (ou exportation)	0,4	0,1	0,5	0,4	0,3	0,2	0,1	0,0	0,0	0,2	0,2
Sylviculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pêche	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	1,3	1,5	1,5	1,5	1,4	1,4	1,4	1,5	1,5	1,4	1,5
Activités extractives	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3
Industries manufacturières	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8
Production énergie	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
BTP	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2
Secteur tertiaire	3,9	3,5	4,0	3,8	3,9	3,9	3,8	3,8	3,8	3,9	3,9
Commerce	0,6	0,6	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Transports, postes et communications	0,5	0,8	0,5	0,4	0,8	0,9	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	1,1	1,0	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,1
Services non marchands	0,8	0,7	0,9	0,8	0,7	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7
Impôts et taxes	0,9	0,5	1,1	1,0	0,8	0,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6
Produit Intérieur Brut	6,6	6,6	6,7	6,5	6,5	6,5	6,4	6,4	6,3	6,6	6,7

Source : BCEAO

Sur l'ensemble de l'année 2019, il est attendu le renforcement des performances économiques, avec un taux de croissance de 6,7%, après une réalisation de 6,6% en 2018.

L'expansion de l'activité en 2019 serait soutenue par l'essor des secteurs des services et du

secondaire. Le dynamisme des activités de prestation de services serait attribuable à l'essor des services bancaires et de télécommunications ainsi que de la bonne tenue des activités commerciales, consécutive à la hausse des productions agricoles et industrielles. Le secteur secondaire serait tiré par la reprise des activités extractives et manufacturières.

Par ailleurs, la hausse de la production agricole, du fait d'une pluviométrie globalement satisfaisante et de la poursuite des actions entreprises pour redynamiser les principales filières agricoles, contribuerait à soutenir la croissance du PIB.

Sous l'angle de la demande, la consommation finale demeurerait le principal moteur de la croissance, en liaison avec la consolidation de la demande des ménages en produits alimentaires. Toutefois, la bonne dynamique de l'activité serait atténuée par la baisse des revenus aux producteurs en ligne avec le repli des cours internationaux de certains produits agricoles. La demande extérieure nette continue de peser négativement sur les perspectives de croissance des économies de l'Union, en liaison avec l'accroissement attendu de la facture d'importation des biens d'équipement et intermédiaires. En effet, sur les quatre premiers mois de l'année, les réceptions de transferts ont baissé de 14,3% et les émissions en hausse de 32,4%. A la même période de l'année passée, ces indicateurs se situent à +104,0% et 25,7% respectivement.

5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union

Selon les estimations faites sur la base de la situation à fin avril 2019, la masse monétaire de l'Union se situerait à 28.121,1 milliards à fin mai 2019 contre 26.121,8 milliards un an plus tôt. La hausse de 1.999,2 milliards (ou +7,7%), qui en résulterait, serait imputable à la progression de 3.045,0 milliards (ou +11,4%) des créances intérieures attendues à 29.870,6 milliards. Les AEN se contracteraient de 403,5 milliards ou 6,4%, en lien notamment avec la moindre mobilisation de ressources extérieures sous forme d'euro-obligations en comparaison à 2018.

L'accroissement des créances intérieures serait lié à la hausse, en glissement annuel, des créances sur l'économie (+9,9%) qui s'établiraient à 22.345,4 milliards et des créances nettes sur les Administrations publiques centrales (+15,9%).

Sous l'angle de ses composantes, l'accroissement de la masse monétaire se traduirait à fin mai 2019, en glissement annuel, par la hausse des dépôts (+1.620,1 milliards) et de la circulation fiduciaire (+379,1 milliards).

5.4. Perspectives d'inflation

Sur la base des estimations faites à partir des informations du dispositif interne de suivi des prix, le taux d'inflation dans l'UEMOA ressortirait à -0,3% à fin mai 2019, en glissement annuel, après une réalisation de -0,4% le mois précédent. La poursuite du profil descendant du niveau général des prix est imputable à la baisse des prix des produits alimentaires dans la plupart des pays de l'Union, notamment les céréales locales, dont les prix ont été influencés par un meilleur approvisionnement des marchés, suite à l'abondance des récoltes. Des replis sensibles des prix des céréales

locales ont été notés au Burkina (-29%), au Mali (-26%) et au Niger (-9%). Les prix des tubercules et plantains se sont également inscrits en baisse au Togo. La baisse de l'inflation s'explique aussi par le recul des tarifs de communication, notamment au Burkina et au Niger.

Le profil baissier des prix des produits alimentaires a été atténué par le renchérissement du maïs, de l'huile de soja, des produits laitiers et de la viande. Selon la FAO, les prix du maïs se sont accrus, suite à des prévisions de récoltes moins bonnes aux États-Unis d'Amérique. Les prix mondiaux de l'huile de soja ont été soutenus la vigueur de la demande mondiale. La hausse des prix des produits laitiers reflète une forte demande mondiale, dans un contexte où l'offre est réduite en Océanie par la sécheresse. Des craintes concernant la production de lait en Europe ont aussi contribué à soutenir les prix. La fermeté des prix de la viande est liée à celle du porc, sous l'effet d'une forte demande, en provenance en particulier en Asie de l'Est, accentué par une production réduite par la peste porcine africaine en Asie de l'Est, ainsi que de la viande ovine.

Tableau 12 : Evolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations						Estimation	Prévision
	déc. 17	nov. 18	déc. 18	janv. 19	févr. 19	mars 19	avr. 19	mai 19
Produits alimentaires et boissons	0,6	0,0	0,0	-0,6	-0,9	-0,2	-0,6	-0,6
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Logement	0,0	0,3	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Ameublement	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Santé	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Transport	0,1	0,2	0,3	0,2	0,0	-0,1	0,0	0,3
Communication	-0,2	0,1	0,1	-0,1	0,0	-0,2	-0,1	-0,3
Loisirs et culture	0,0	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres biens	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Ensemble	1,1	1,1	1,1	0,0	-0,4	0,1	-0,4	-0,3

Sources : INS, BCEAO

Sur les trois mois à venir, le taux d'inflation augmenterait, en raison essentiellement du renchérissement des produits alimentaires locaux et de la hausse attendues de certains produits alimentaires importés. Cette évolution traduit le regain de dynamisme de la demande, avec la poursuite des travaux champêtres dans les pays du sahel. Pour l'ensemble de l'année 2019, le taux d'inflation s'établirait à 0,5% avant de remonter à 1,1% en 2020, avec une réalisation de 1,1% en 2018. Ces niveaux d'inflation restent toutefois compatibles avec l'objectif de stabilité des prix (+2,0%).



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A.1: Variation du chiffre d'affaires par branche

Tableau A.2: Indice de la production industrielle par branche

Tableau A.3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA

Tableau A.4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA (contribution en points de %)

Tableau A.5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement

Tableau A1 : Evolution du chiffre d'affaires par branche, (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2017	2018		2019		2019	
	avril	avril	déc	mars	avril.(*)	mars	avril.(*)
PRODUITS DE L'ALIMENTATION	-1,1	-2,0	-0,9	-0,6	1,6	0,9	5,0
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,1	-0,2	0,0
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-1,0	-1,8	-0,9	-0,6	1,5	1,2	5,0
EQUIPEMENT DE LA PERSONNE	0,4	0,0	0,0	0,2	-0,1	1,2	1,3
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,4	-0,1	0,0	0,2	-0,1	1,2	1,3
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EQUIPEMENT DU LOGEMENT	-0,8	-0,5	-0,4	-8,0	-0,3	-0,1	0,0
Ameublement, équipements et produits ménagers	-0,1	-0,5	-0,2	0,3	-0,1	-0,4	0,0
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	-0,6	0,1	-0,3	-8,3	-0,2	0,3	0,0
AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIECES DETACHES	1,1	-1,5	-0,5	-2,1	0,2	-0,9	1,0
Véhicules automobiles neufs	0,4	-0,9	-0,1	-1,8	-0,2	-0,2	0,6
Véhicules automobiles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Motocycles neufs	0,5	-0,5	0,0	-0,5	0,2	-1,0	-0,3
Motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	0,1	-0,1	-0,4	0,2	0,2	0,3	0,7
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUITS PETROLIERS	-1,0	-2,2	-1,0	-1,9	1,9	0,9	5,4
Produits pétroliers	-1,0	-2,2	-1,0	-1,9	1,9	0,9	5,4
PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMETIQUES	1,0	2,1	1,7	0,8	1,2	2,4	1,7
Produits pharmaceutiques et médicaux	0,9	2,2	1,7	0,7	1,2	2,3	1,4
Parfumerie et produits de beauté	0,1	-0,1	-0,1	0,1	0,1	0,1	0,3
PRODUITS DIVERS	-0,1	-4,7	-0,9	3,8	-1,9	-2,8	0,0
Machines de bureau et matériel et informatique	-0,5	-0,9	-0,1	0,5	-0,7	-0,9	-0,7
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	0,2	0,1	-0,2	-0,6	0,1	0,0	0,1
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	-0,2	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,1
Autres produits	0,4	-3,7	-0,7	4,0	-1,3	-1,9	0,6
INDICE GLOBAL	-0,5	-8,8	-2,0	-7,8	2,7	1,6	14,4

(*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche, (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2017	2018		2019		2019	
	avril	avril	déc	mars	avril.(*)	mars	avril.(*)
PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES	-1,3	-1,7	-0,7	-0,7	0,3	-0,3	1,8
Pétrole brut et gaz naturel	-0,7	-1,5	-0,1	0,7	0,4	0,6	2,6
Minerais d'uranium et de thorium	0,6	-0,1	0,1	-1,0	0,4	-0,2	0,3
Minerais métalliques	-0,8	-0,3	-0,1	-0,3	-0,3	-1,1	-1,1
Autres minerais	-0,3	0,1	-0,6	0,0	-0,2	0,3	0,0
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	-0,5	-0,6	-3,4	-12,0	0,7	-0,9	0,4
Produits alimentaires et de boissons	2,8	3,3	0,0	-7,4	4,2	-1,9	-1,0
Produits à base de tabac	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,3	0,1
Textiles	-0,9	-0,7	-0,6	-0,1	-1,2	0,6	0,1
Articles d'habillement	-0,2	0,0	0,0	-0,5	0,0	0,0	0,0
Cuir; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	-0,8	-0,2	0,0	-0,1	0,0	-0,5	-0,3
Papier, carton et articles en papier et en carton	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,4	0,2
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	-0,1	-0,1	-0,2	0,3	-0,1	-0,1	-0,2
Produits pétroliers raffinés	0,1	-1,0	0,0	-0,4	-0,4	1,2	1,8
Produits chimiques	0,0	-0,7	-1,7	-3,5	-0,1	0,5	1,1
Caoutchouc et matières plastiques	-0,3	0,3	-0,1	-1,6	0,3	-1,6	-1,6
Autres produits minéraux non métalliques	-1,2	-1,1	0,0	0,8	-1,6	1,3	0,8
Produits métallurgiques de base	0,4	0,1	-0,1	-0,2	0,4	-0,5	-0,2
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	-0,5	-0,6	-0,5	0,6	-0,7	0,0	0,0
Machines et matériel n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Machines et appareils électriques n.c.a.	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3	-0,3
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	0,3	-0,1	0,0	0,1	0,0	-0,1	0,0
Produits de récupération	0,0	0,0	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU	0,4	0,3	1,2	-0,2	0,8	0,3	0,7
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	0,4	0,4	1,8	-0,1	0,8	0,2	0,6
Eau	0,0	-0,1	-0,5	0,0	0,0	0,1	0,1
Indice Général	-1,4	-2,0	-2,9	-12,8	1,8	-1,0	2,9

(*) données provisoire, CVS

Source : BCEAO

Tableau A3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA (%)

	Niveau moyen mensuel				
	2016	2017	2018	2018	2019
	avril	avril	avril	déc	avril
NATURE DU DEBITEUR					
Etat et organismes assimilés	6,22	6,38	5,44	6,20	5,61
Particuliers	8,25	8,89	8,55	7,13	8,31
Clientèle financière	7,52	7,76	8,61	7,46	8,21
Sociétés d'Etat et EPIC	7,10	4,80	5,33	7,23	5,35
Assurances-Caisses de retraite	8,56	8,08	7,44	7,10	7,96
Entreprises privées du secteur productif	6,40	6,49	6,70	6,57	6,51
Entreprises individuelles	7,20	6,78	6,56	6,81	6,42
Coopératives et groupements villageois	8,48	7,71	8,81	9,40	9,79
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	9,53	9,22	8,81	8,61	8,63
Personnels des banques	2,18	2,60	2,18	1,79	1,55
Total	6,77	6,77	6,71	6,77	6,68
OBJET DU CREDIT					
Habitation	4,77	8,04	7,88	6,72	7,57
Exportation	8,20	5,50	5,91	7,77	6,76
Equipement	8,67	6,36	8,37	7,02	7,77
Consommation	7,03	8,53	8,15	7,42	8,40
Trésorerie	6,38	6,49	6,15	6,61	6,18
Autres	7,22	8,12	7,28	6,67	7,35
Total	6,77	6,77	6,71	6,77	6,68
DUREE DU CREDIT					
inf ou égale à 1 mois	6,01	5,55	5,63	6,09	5,79
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,51	6,13	5,98	6,31	5,75
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	8,22	7,93	7,37	6,95	6,79
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	7,73	7,82	7,31	7,98	7,23
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	7,19	6,49	9,18	6,92	7,53
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	8,50	8,56	8,44	7,22	8,37
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	7,71	7,44	7,04	7,01	8,09
Plus de 10 ans	5,25	6,28	6,51	3,43	6,42
Total	6,77	6,77	6,71	6,77	6,68

Source : BCEAO

**Tableau A4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA
(contribution en points de %)**

	cumuls mensuels (en mds)				Variation mensuelle (%)		Glissement annuel (%)	
	2018		2019		2019		2019	
	avril	déc	mars	avril	mars	avril	mars	avril
Crédits bancaires totaux	1 079,4	1 970,3	1 192,2	1 176,0	13,1	-1,4	-6,7	9,0
Crédits aux particuliers	129,8	213,2	132,3	145,6	0,4	1,1	-5,4	1,5
Crédits aux entreprises privées	504,6	1 006,0	792,7	672,0	25,7	-10,1	5,5	15,5
Crédits aux entreprises du secteur public	132,5	69,2	43,1	54,8	0,3	1,0	-1,8	-7,2
Crédits de trésorerie	707,9	1 225,9	683,6	808,6	-6,4	10,5	-6,0	9,3
Crédits de consommation	156,6	200,0	141,4	126,9	1,7	-1,2	-4,1	-2,8
crédits d'équipement	57,4	239,0	172,8	94,4	6,1	-6,6	5,3	3,4
Crédits d'habitation	17,8	30,1	12,5	19,7	0,2	0,6	-0,3	0,2

Source : BCEAO

**Tableau A5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement
(en milliards, sauf indication contraire)**

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	En % des réserves requises
Bénin	39,6	37,1	106,8	22,9	11,4	201,9	62,5	129,1
Burkina	57,9	49,2	117,8	46,5	30,3	153,5	104,4	131,4
Côte d'Ivoire	72,7	183,3	39,6	282,9	73,4	385,6	355,6	138,5
Guinée-Bissau	1,5	2,6	59,7	1,4	1,8	75,8	2,9	66,4
Mali	50,6	89,8	56,3	10,6	5,5	190,8	61,2	64,2
Niger	35,9	30,1	119,2	6,3	2,0	310,7	42,2	131,3
Sénégal	34,4	72,8	47,3	121,7	70,2	173,4	156,1	109,2
Togo	27,9	24,4	114,1	10,2	11,1	91,5	38,0	107,1
UMOA	320,4	489,2	65,5	502,4	205,7	244,3	822,8	118,4

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST